

Nous sommes fabuleusement riches !

Pour une défense commune du patrimoine social européen.

en bref

A l'invitation de la CNE, 8 organisations syndicales, avec un appui appréciable de la CES, ont tenu au FSE de Londres un séminaire et un atelier sur le thème : *Le Patrimoine Social Européen* : liquidation ou reconquête ? Le rapport complet du séminaire et de l'atelier sont disponibles pour ceux qui le souhaitent (1). Dans le cadre du journal du Collectif, il m'a paru plus utile de présenter le texte ci-dessous, inspiré de ces travaux, mais qui n'engage que moi, en attendant les débats ultérieurs avec les organisations participantes.

(Quelle est la valeur ajoutée du concept de patrimoine social européen ?)

Je crois utile d'étudier ce concept, d'en approfondir le contenu et de réfléchir à son utilisation sur une large échelle dans le mouvement syndical et le mouvement social parce que c'est un concept positif et englobant, politiquement radical et économiquement crédible, avec une assise européenne et de fortes potentialités écologiques.

1. C'est un concept positif

Face à l'hégémonie de l'idéologie du sacrifice, de la disette (« il faut se serrer la ceinture »), et de la menace (terrorisme, vieillissement), le concept de Patrimoine Social met en avant une richesse considérable (30 à 50 % des PIB nationaux) et un système de droits justifiables (pas seulement le « droit de », mais aussi le « droit à »). Et il s'agit d'une richesse et de droits bien réels, conquis progressivement depuis un siècle et que les citoyens de nos pays peuvent bien identifier dans leur vie quotidienne.

Face aux prophètes de la pénurie et du déclin, nous croyons que mettre en valeur et assumer fièrement une révolution réussie, sans doute inachevée, partout contestée, mais largement acquise, est un acte politique décisif.

2. C'est un concept englobant

Réunir en un concept simple l'essentiel de nos droits peut contribuer à la nécessaire unification des luttes (pour de justes salaires, pour l'emploi, pour les libertés civiles et syndicales, l'enseignement démocratique, la sécurité

Le patrimoine social européen, tel que la CNE le présente dans sa campagne, et ceci rejoint la présentation qu'en a faite H. Lourdelle (CES) à Londres, est composé des 6 éléments suivants : la Sécurité Sociale, les services publics (y compris leur financement suffisant par l'impôt), le droit à la négociation et à l'action collectives, les lois sociales (temps de travail maximum, salaire minimum, etc.), le « parlement social » (élections sociales) et le suffrage universel. Coup d'œil sur la richesse de ce concept...

sociale, les services publics, le développement durable...). Mais, en outre, cela permet de souligner la dynamique d'ensemble : chacun de ces droits renforce les autres et les rend possibles.

Tous, nous menons des luttes, nécessaires et urgentes, selon un agenda déterminé par nos adversaires (A.M.I., OMC, AGCS, Bologne, Bolkenstein, ...). Nous pensons utile de définir, sur un socle existant, un horizon global de luttes, déterminé non pas par une interminable panoplie de menaces sectorielles formulées en termes techniques, mais par une demi-douzaine de grands droits fondamentaux.

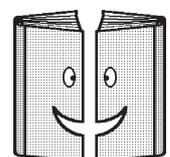
3. C'est un concept qui dépasse les frontières et peut assez facilement prendre une dimension européenne.

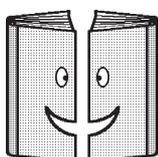
Même si chacun des 6 grands éléments qui constituent ce patrimoine prend dans chaque pays des formes différentes et recourt à des techniques différentes, les résultats concrets pour les gens, en termes de sécurité, de liberté et de prospérité, sont largement semblables.

L'harmonisation (vers le haut) de ce patrimoine commun et son développement sont souvent présentés comme impossibles. Face à ces discours souvent basés sur des arguments techniques, ou sur l'inéluctable concurrence entre pays, nous croyons nécessaire d'affirmer la possibilité de partager un agenda commun de progrès social européen.

Felipe Van Keirsbilck,
CNE ; <felipe.vankeirsbilck@acv-csc.be>

(1) sur simple demande à notre secrétariat.





4. C'est un concept profondément politique

Trente ans de « néo »libéralisme ont contribué à vider de tout sens politique une bonne partie des droits qui constituent ce patrimoine.

Si la Sécu se dégrade de solidarité des travailleurs en assistance publique ;

Si le suffrage universel se dégrade en choix épisodique au sein d'une offre politique totalement homogénéisée ;

Si les services publics se dégradent en simples supplétifs du marché, insatisfaisants parce que sous-financés ;

Si le protagonisme syndical et la liberté d'action collective se dégradent en accompagnement social des exigences de compétitivité...

Alors ces droits deviennent de plus en plus difficiles à défendre pour ce qu'ils sont : des conquêtes politiques majeures, fondatrices d'une société de sécurité, de liberté et de prospérité.

Le concept de patrimoine social, en donnant aux bons choix collectifs la priorité sur la « responsabilisation des individus », rompt avec le paradigme néolibéral dans lequel nous sommes empêtrés.

Face à ceux qui prônent l'assurance privée plutôt que la sécurité sociale, l'arrangement individuel plutôt que la négociation collective, les « codes de conduite » plutôt que la Loi, ... s'attacher à la signification réelle de notre patrimoine social permet de renouer avec le projet politique de « civilisation du capitalisme » qui fut le nôtre depuis 1944, et de le mener plus loin.

5. C'est un concept qui a une forte crédibilité économique

Peu de nos adversaires ont le courage de rejeter explicitement les fondements du modèle social européen. Le plus souvent, ils évoquent avec une feinte nostalgie les « 30 glorieuses », où le « luxe » d'une société meilleure était finançable. Et tandis qu'ils soupirent en attendant la croissance, ils multiplient les politiques antiredistributives au nom de la compétitivité. Or nous voyons que c'est durant les années 45-70, où la part de la redistribution dans le PIB croissait très rapidement... que le PIB lui-même croissait également. Et nous voyons bien que si la croissance se fait attendre, c'est principalement du fait de la faiblesse de la demande intérieure (donc des politiques de distribution et de redistribution) : ce ne sont pas les exportations qui posent

problème.

Nous ne pouvons pas nous enfermer dans un argumentaire purement politique et social, abandonnant l'espace de la rationalité économique à ceux qui répètent depuis 30 ans, en dépit de la réalité observée, la formule de Helmut Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». Aujourd'hui, avec une situation d'épargne surabondante, nous pouvons affirmer tranquillement l'inverse : la (re)distribution de la richesse sera la consommation (et donc la croissance) de demain, qui impliquera les investissements (et donc la croissance) d'après-demain.

6. C'est un concept qui ouvre de grandes potentialités écologiques

L'épuisement des ressources naturelles et l'accroissement de la pollution et des déchets ont conduit certains à rejeter le concept même de croissance, voire, plus récemment, à souhaiter la décroissance de nos économies. Le discours anticroissance est étayé par le caractère amoral du PIB, qui mesure dans la « croissance » tout aussi bien la production de mines antipersonnelles que les soins de santé.

Mais en appeler à la décroissance, ou à la croissance zéro, est inacceptable pour les millions de personnes privées d'emploi, et pour les millions de ménages pour qui consommer un peu plus ne serait pas un luxe, mais une nécessité. Une seule chose permet de transcender cette contradiction entre les limites écologiques et l'aspiration à travailler et/ou consommer davantage : une (relative) maîtrise du contenu de la croissance et de sa répartition. Produire et consommer plus ? Oui, mais quoi : des voitures, des trains, des armes, des soins dentaires, de la culture ? Et pour qui ? Notre but est bien de répartir la croissance, en en faisant bénéficier ceux qui en ont besoin. Pour se conjuguer avec un développement durable, cette croissance répartie à grande échelle imposera aussi des limites à nos modes de déplacement, de consommation. Sauf pour ceux qui crient au danger bolchevique dès qu'on se soucie d'orienter tant soit peu l'activité économique, le seul moyen d'orienter la croissance est de redonner une place structurante dans notre économie aux choix collectifs que sont la Sécu, la négociation collective ou les services publics.

Exemple : si aujourd'hui nous dépensons pour notre santé beaucoup plus qu'en 1950, ce n'est pas que nous soyons devenus malades (la santé et l'espérance de vie se sont beaucoup améliorées), ni qu'en 1950 les gens n'avaient pas envie de se soigner ! C'est qu'à l'époque la grande majorité des gens n'en avaient guère les moyens ; et que depuis, les choix de redistribution fondateurs de notre patrimoine social européen ont fait de la santé pour tous une priorité.

Face à ceux qui opposent écologie et croissance, au risque de diviser profondément le mouvement social, nous devons expliquer que la croissance n'est pas obligatoirement un train fou ; qu'il y a des aiguillages qui permettent de lui faire prendre de meilleures voies. Et que, loin d'attenter aux libertés individuelles, c'est la qualité de ces choix collectifs qui en permet l'exercice réel et permettra de conjuguer l'amélioration de la qualité de vie pour tous et la protection de notre planète.

A lire et à débattre...

